

**UGECAM DE NORMANDIE**  
Actipôle des Chartreux – BP 153  
Boulevard Charles de Gaulle  
76143 LE PETIT QUEVILLY

# **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

## **Marché de travaux à procédure adaptée**

### **MAPA 2025.06**

**TRAVAUX RELATIFS À LA RÉNOVATION DE TOITURES TERRASSES  
DU CRMPR « LES HERBIERS » à BOIS GUILLAUME (76)**

# SOMMAIRE

<b>Marché de travaux à procédure adaptée</b>	<b>1</b>
<b>Article 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
1.1 Objet et lieu d'exécution des travaux	4
1.2 Parties contractantes	4
1.3 Forme du marché	4
1.4 Allotissement	4
1.5 Durée du marché	4
<b>Article 2 - BUREAU DE CONTRÔLE</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
3.1 Pièces particulières	5
3.2 Pièces générales	5
<b>Article 4 - PRIX</b>	<b>6</b>
4.1 Forme des prix	6
4.2 Contenu des prix	6
4.3 Actualisation des prix	7
<b>Article 5 - VISITE OBLIGATOIRE</b>	<b>7</b>
<b>Article 6 - MODALITÉS DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>8</b>
6.1 Base de règlement des comptes	8
6.2 Décomptes mensuels et acomptes	8
6.3 Décompte final et décompte général	9
6.4 Décompte général et définitif	10
6.5 Augmentation/Diminution du montant des travaux	10
6.6 Délais de paiement	11
<b>Article 7 - INTÉRÊTS MORATOIRES</b>	<b>11</b>
<b>Article 8 - INDEMNITÉ FORFAITAIRE AUTOMATIQUE</b>	<b>11</b>
<b>Article 9 - AVANCE</b>	<b>11</b>
<b>Article 10 - RETENUE DE GARANTIE</b>	<b>12</b>
<b>Article 11 - CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES</b>	<b>13</b>
<b>Article 12 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>13</b>
12.1 Conditions générales	13
12.2 Modalités de paiement direct	14
12.3 Intervention d'un sous-traitant indirect dans l'exécution des travaux et modalités de paiement	14
<b>Article 13 - DÉLAIS D'EXÉCUTION</b>	<b>15</b>
13.1 Calendrier détaillé d'exécution	15
13.2 Modification des délais d'exécution	15
13.3 Ordres de services	16
<b>Article 14 - PÉNALITÉS</b>	<b>16</b>
14.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux	16
14.2 Pénalités liées aux réunions de chantier	17
14.3 Autres pénalités et retenues	17
14.4 Caractère non libératoire des pénalités	18
14.5 Recouvrement des pénalités	18
14.6 Réfaction et rejet	18
14.7 Résiliation	18
<b>Article 15 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTROLE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS</b>	<b>18</b>

15.1	Provenance des matériaux et produits.....	18
15.2	Caractéristiques – Qualité – Vérifications – Essais et épreuves.....	19
<b>Article 16 -</b>	<b>PERCEMENTS ET SCELLEMENTS .....</b>	<b>19</b>
<b>Article 17 -</b>	<b>IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>19</b>
<b>Article 18 -</b>	<b>PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>20</b>
18.1	Période de préparation – Programme d’exécution des travaux.....	20
18.2	Coordination des travaux.....	21
18.3	Plans d’exécution – Note de calculs et études de détail .....	21
18.4	Dépenses à prendre en compte par l’entrepreneur.....	21
<b>Article 19 -</b>	<b>MESURES D’ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL 22</b>	
<b>Article 20 -</b>	<b>CONTROLE DES TRAVAUX.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 21 -</b>	<b>RÉCEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 22 -</b>	<b>DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION .....</b>	<b>23</b>
<b>Article 23 -</b>	<b>GARANTIES ET ASSURANCES.....</b>	<b>24</b>
23.1	Garantie de parfait achèvement.....	24
23.2	Garantie de bon fonctionnement.....	24
23.3	Garanties particulières.....	24
<b>Article 24 -</b>	<b>RESPONSABILITE ET ASSURANCE.....</b>	<b>24</b>
<b>Article 25 -</b>	<b>PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 26 -</b>	<b>RÉSILIATION DU CONTRAT .....</b>	<b>25</b>
26.1	Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité .....	25
26.2	Cas de résiliation n’ouvrant pas droit à indemnité.....	26
26.3	Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure .....	26
26.4	Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure .....	26
<b>Article 27 -</b>	<b>MESURES COERCITIVES .....</b>	<b>26</b>
<b>Article 28 -</b>	<b>AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>27</b>
<b>Article 29 -</b>	<b>CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>27</b>
<b>Article 30 -</b>	<b>LITIGES.....</b>	<b>27</b>
<b>Article 31 -</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>28</b>

## **Article 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ**

### **1.1 Objet et lieu d'exécution des travaux**

Le marché porte sur les travaux relatifs à la rénovation de toitures terrasses au CRMPR les Herbiers à Bois Guillaume en vue de la pose de panneaux photovoltaïques sur le complexe restauré.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

### **1.2 Parties contractantes**

D'une part :

- L'UGECAM de Normandie Siège, Actipôle des Chartreux – BP 153 - 67 Boulevard Charles de Gaulle 76143 Le Petit Quevilly,

Désignée par l'expression « L'UGECAM » ou « le maître d'ouvrage », représentée par son Directeur Général, Monsieur Julien BORDRON.

D'autre part :

- Chaque entreprise ou chaque groupement d'entreprises, titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP par l'expression « l'entrepreneur » ou « l'entreprise » ou « le titulaire ».

### **1.3 Forme du marché**

Ce marché ordinaire de travaux est soumis à l'article L 124-4 du Code de la sécurité sociale et à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale.

Il s'agit d'un marché passé selon une procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique - Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123 – 4 à 6, R 2131-12 et 13, R 2131-18.

### **1.4 Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti.

### **1.5 Durée du marché**

Le marché est conclu pour une période prenant effet à compter du 15 septembre 2025 et se terminant mi-novembre 2025.

Selon les CCTP, le découpage est le suivant :

- Période de préparation : du 15 septembre 2025 au 29 septembre 2025 inclus
- Période des travaux : à compter du 30 septembre 2025 au 14 Novembre 2025.

## **Article 2 - BUREAU DE CONTRÔLE**

Les honoraires de ces intervenants sont à la charge de la maîtrise d'ouvrage.

Toutes les désignations « maître d'œuvre » dans les articles de l'ensemble des pièces de ce marché ou dans les pièces générales (CCAG) feront référence au maître de l'ouvrage assurant la maîtrise d'œuvre de cette opération à compter de la phase d'exécution jusqu'à la réception.

Bureau de Contrôle	En cours de recrutement
--------------------	-------------------------

## Article 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre décroissant de classement :

### 3.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) daté et accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur, suivant modèle joint au présent marché
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), comprenant pour chaque élément d'ouvrage la quantité et le prix de l'unité ainsi que la référence au CCTP auquel elle se rapporte.

**Il est à noter que ce document est rendu contractuel pour les besoins du présent marché ;**

- Le Cadre de Mémoire Technique (CMT) présentant les dispositions mis en œuvre par le prestataire ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les plans et vue aérienne.
- La fiche client

En cas de contradiction entre des pièces constitutives du marché, cet ordre sert à déterminer la clause qui s'impose aux parties.

Seuls les exemplaires des documents particuliers composant le marché, détenus par l'UGECAM de Normandie, font foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés au cours de l'exécution du marché par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché sans l'accord préalable et expresse de l'UGECAM de Normandie

### 3.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAG-Travaux) – arrêté du 30 mars 2021 et paru au JOR le 1er avril 2021, **exception faite des dérogations indiquées à l'article 31 ci-après** ;
- Les spécifications et prescriptions techniques générales, établis par le CSTB dont la plupart sont constituées en DTU, ainsi que toutes normes et règles, afférentes aux prestations de ce marché.
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale ;

- Le Code de la Commande Publique ;
- L'article L. 124-4 du Code de la sécurité sociale portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale ;
- Les textes réglementaires applicables à l'exécution des prestations objet du présent marché (sécurité, normes...)

Ces documents, bien que non-joints au marché, sont réputés connus des soumissionnaires et les parties contractantes leur reconnaissent un caractère opposable.

## **Article 4 -      PRIX**

### **4.1    Forme des prix**

Le présent marché est conclu à prix forfaitaires, fermes et définitifs.

Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne l'exécution des travaux définis par les pièces énumérées à l'article 3 du présent CCAP.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

Le marché est conclu en euros.

### **4.2    Contenu des prix**

Les prix des marchés sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

En tant que professionnels avertis, les entrepreneurs ne pourront en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prendra soin de signaler, si nécessaire, par écrit au maître de l'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

**La décomposition du prix forfaitaire a valeur contractuelle.** Elle sera utilisée en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

Il est bien précisé que les quantités figurant sur le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), remis aux entreprises avec le dossier de consultation, sont données à titre purement indicatif et que les entreprises doivent les vérifier de manière à remettre un prix forfaitaire sous leur entière responsabilité.

Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les quantités indiquées dans le dossier de consultation.

De la même manière, aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme prévu et s'il a fait l'objet d'un ordre de service délivré et contresigné par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

#### **4.3 Actualisation des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix ; ce mois est appelé "mois zéro".

En application de l'article 9.4 du CCAG-Travaux, pour le présent marché, le mois M0 est celui de la date de remise des offres ou de la date de remise des offres finales en cas de négociation.

L'actualisation devient effective si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. La date de début d'exécution des prestations correspond à la date de notification de l'ordre de service de démarrage du marché.

Dans ce cas, les prix seront actualisés au moyen des index ou indices prévus ci-après.

Pour le présent marché, il sera fait application de la formule d'actualisation suivante :

$$\text{Pactualisé} = \text{Pinitial} \times [I(m-3) / I(m0)]$$

Dans laquelle :

- « Pactualisé » est le prix actualisé et « Pinitial » est le prix initialement fixé ;
- $I(m-3)$  est la valeur de l'index à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois ;
- $I(m0)$  est la valeur de l'index du mois  $m0$  ;

#### **L'index retenu sera le BT01**

### **Article 5 - VISITE OBLIGATOIRE**

Le titulaire fait son étude en parfaite connaissance des lieux, de l'état et des contraintes dues au bâtiment ou aux voies d'accès, de l'état et de la préparation des supports, des conditions d'approvisionnement, de stockage, d'évacuation, d'alimentation en électricité, etc ...

Une visite sur le site des travaux est obligatoire. Elle permet au candidat de faire un relevé des travaux à effectuer.

Aucune réclamation provenant d'éventuelles erreurs ou omissions dans les spécifications des offres ne sera prise en compte et le Titulaire ne peut prévaloir à aucune plus-value ni indemnité de tout ordre.

Cette visite aura lieu à l'adresse suivante :

CRMPR Les Herbiers  
111 rue Herbeuse - 76230 Bois Guillaume

La visite sera effectuée par Monsieur Yves DELAUNAY, Responsable Technique du CRMPR Les Herbiers, et/ou Monsieur Denis CARDINEAU, Responsable Régional Immobilier de l'UGECAM de Normandie.

Les modalités de la prise de rendez-vous sont indiquées dans le règlement de la consultation.

**Cette visite étant obligatoire, sans attestation de visite dûment complétée et signée par un représentant technique de l'UGECAM Normandie, le dossier sera considéré comme irrecevable.**

## **Article 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **6.1 Base de règlement des comptes**

Les comptes sont réglés à partir des prix initiaux du marché, sans actualisation et hors TVA.

Les prix pourront être augmentés ou diminués du montant des travaux exécutés en plus ou en moins sur ordre de service postérieur à la notification du marché.

Le marché initial ne pourra être modifié, en plus ou en moins par ordre de service, que dans la limite de 5 % du prix forfaitaire ; au-delà, un avenant devra intervenir.

La limite de 5 % s'obtient non par différence de la valeur des prestations, mais par cumul des travaux en plus et en moins.

### **6.2 Décomptes mensuels et acomptes**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé, dans un délai de 15 jours calendaires à compter du dernier jour du mois, objet du projet de décompte considéré. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Il est bien précisé, conformément à l'article 12.1.10 du CCAG, que les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas le caractère de paiement définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître de l'ouvrage, en vue de l'ordonnancement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification, par le maître d'œuvre, du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **10 jours calendaires** à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise. Ce délai inclut la notification de l'état d'acompte à l'entrepreneur.

Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits. Ils devront être établis en Euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition.



Par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG travaux, les seuls approvisionnements pris en compte seront les matériaux et produits déposés ou installés sur le chantier et pour lesquels l'entrepreneur est en mesure de justifier leur règlement.

### 6.3 Décompte final et décompte général

Par dérogation de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le projet de décompte final daté et signé sera dressé par l'entrepreneur concerné, après l'achèvement des travaux, et remis au Maître d'œuvre à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux dans un délai de 45 jours calendaires ou, afin de permettre la révision définitive, dans un délai de 30 jours à partir de la publication des index de référence.

Cette remise se fait par lettre recommandée avec avis de réception postal ou contre récépissé. En cas de retard dans la production du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire.

Le projet de décompte final devra être présenté comme suit :

#### 1) Travaux suivant marché

Rappel du forfait HT	.....
Travaux non exécutés HT	.....
(n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire)	.....
Ensemble base marché HT	.....
Actualisation des prix sur travaux réellement exécutés	.....
(index parus officiellement)	.....
	.....
TOTAL HT	.....

#### 2) Travaux supplémentaires

Travaux en plus, valeur marché HT	.....
(n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire)	.....
Actualisation des prix sur travaux en plus en valeur marché HT	.....
(index parus officiellement)	.....
Travaux en plus, valeur exécution HT	.....
(sur justification)	.....
	.....
TOTAL HT	.....
	.....
TOTAL GENERAL HT	.....
PENALITES	.....
suyant CCAP	.....

RESTE	.....
TVA	.....
<b>TOTAL GENERAL TTC</b>	<b>.....</b>

Le projet de décompte final vérifié et accepté par le Maître d'œuvre devient le décompte final (avec date, signature et cachet du Maître d'œuvre) et est transmis au maître de l'ouvrage, dans un délai de **10 jours calendaires** à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

En cas de présentation d'un projet incomplet ou erroné ou nécessitant une demande de justification ou de précision, ce délai sera prolongé d'une durée égale au retard qui en résulte pour l'établissement du décompte final.

Le projet de décompte général sera établi par le Maître d'œuvre conformément à l'article 12.4.1 du CCAG dans un délai de **30 jours** à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage pour validation, voire rectification. Dès approbation de celui-ci, il devient le décompte général.

En application de l'article 12.4.2 du CCAG, le décompte général signé par le maître d'ouvrage sera notifié à l'entrepreneur dans un délai de 30 jours.

#### **6.4 Décompte général et définitif**

En application de l'article 12.4.3 du CCAG Travaux, le décompte général devient définitif dès acceptation, avec ou sans réserve, dudit document par le titulaire. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour le renvoyer signé au maître d'ouvrage.

La date de réception du décompte général définitif marque le début de la période de paiement à respecter par le maître d'ouvrage.

#### **6.5 Augmentation/Diminution du montant des travaux**

Les augmentations ou diminutions du montant des travaux seront considérées conformément aux articles 14 et 15 du CCAG Travaux.

Il est néanmoins rappelé que le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du présent marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel. Cette augmentation peut résulter de sujétions techniques imprévues ou d'insuffisance de quantités prévues dans le marché.

Toutefois, lorsque les travaux, objets de l'augmentation, correspondent à des changements dans les besoins ou portent sur les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire, l'augmentation est limitée à 10 % du montant contractuel des travaux.

Au-delà, le titulaire est en mesure de refuser d'exécuter ces travaux et doit s'acquitter d'un formalisme strict pour faire connaître sa décision.

En outre, le titulaire peut prétendre à une indemnité couvrant un éventuel préjudice subi et lié à l'augmentation ou la diminution du montant des travaux.

Le présent marché étant basé sur des prix forfaitaires, cette indemnité peut être envisagée si l'augmentation ou la diminution excède 5 % du montant contractuel.

## 6.6 Délais de paiement

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit contesté ni par le Maître d'œuvre ni par le maître de l'ouvrage.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, **le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général définitif par le maître de l'ouvrage.**

### Article 7 - INTÉRÊTS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans le délai réglementaire de 30 jours, fait courir de plein droit des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de 30 jours jusqu'à la date de mise en paiement et sont calculés selon la formule suivante :

$IM = \text{montant TTC dû} \times (\text{nombre de jours de retard} / 365) \times \text{taux des intérêts moratoires applicable.}$

Le taux applicable correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou REFI) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

### Article 8 - INDEMNITÉ FORFAITAIRE AUTOMATIQUE

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

### Article 9 - AVANCE

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT, et que le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, **sauf renonciation expresse du titulaire dans l'Acte d'engagement.**

En application de l'article 10.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- Lorsque l'entrepreneur est une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20% en application de l'article A.10.1 du CCAG-Travaux
- Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le maître d'ouvrage conformément aux articles R 2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul et de versement de l'avance se font selon les dispositions du code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteindra ou dépassera 65% du montant initial et devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80% du marché initial toutes taxes comprises.

## **Article 10 - RETENUE DE GARANTIE**

Conformément aux articles L 2197-7 et R 2191-33 à 34 du code de la commande publique, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % (ou de 3% s'il s'agit d'une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13) sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une « garantie à première demande » ou si les deux parties en sont d'accord par une caution personnelle et solidaire.

Le montant de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. Lorsque cet organisme est étranger, il est choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine. L'acheteur peut récuser l'organisme qui doit apporter sa garantie.

Le maître d'ouvrage conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

La garantie ou la caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande d'acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Si la garantie ou la caution n'est pas constituée ou complétée dans le délai indiqué ci avant, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché public, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

La retenue de garantie est remboursée ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées à la date d'expiration de ce délai, les sûretés sont libérées un mois au plus tard après la date de levée desdites réserves.

## **Article 11 - CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES**

Les conditions de cessions et de nantissement de créances sont régies par les dispositions des articles R2191-45 et suivants.

Il est rappelé qu'en cas de cession ou de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées :

- Soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement » ;
- Soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement :

- Soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement »,
- Soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire, Madame la Directrice Comptable et Financière par interim de l'UGECAM de Normandie.

## **Article 12 - SOUS-TRAITANCE**

### **12.1 Conditions générales**

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sans avoir obtenu de la UGECAM Normandie l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au maître d'ouvrage ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration spéciale mentionnant :

- a) La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue.
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé.
- c) Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant.
- d) Les conditions de paiement prévu par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.
- e) Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le silence du maître d'ouvrage gardé pendant vingt et un jours calendaires à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Nota : Chaque sous-traitant doit faire l'objet d'une demande d'agrément au minimum 2 semaines avant qu'il ne soit amené à intervenir sur le site des travaux de l'opération.

Si cette période n'est pas respectée, le sous-traitant ne sera pas autorisé à intervenir sur le site. Si cette interdiction induit un retard dans l'exécution des travaux de l'Entrepreneur titulaire, celui-ci s'expose aux pénalités prévues à l'article 13 ci-après.

**Dans tous les cas**, le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis du maître d'ouvrage des prestations sous-traitées.

## **12.2 Modalités de paiement direct**

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire, au projet de décompte, signée par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'Entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et de solde, ainsi que des attestations prévues ci avant.

Le montant total des mandatements effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le marché ou l'acte spécial

## **12.3 Intervention d'un sous-traitant indirect dans l'exécution des travaux et modalités de paiement.**

Le sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu de la personne signataire du marché l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant l'envoi à la personne signataire du marché, par recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé, de la caution personnelle et solidaire, ou d'une délégation de paiement acceptée par un tiers intervenant à l'opération.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire aux fins de remise au représentant du pouvoir adjudicateur, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être remis au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 11.1 du présent CCAP.

## **Article 13 - DÉLAIS D'EXÉCUTION**

**Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est de 3 mois.**

A titre indicatif, la date prévisionnelle de début d'exécution des travaux est fixée à compter du démarrage de la période de préparation le 15 septembre 2025

Le délai d'exécution du marché comprend les éléments et sous-éléments suivants :

- La période de préparation de 15 jours calendaires comme définie à l'article 18.1 du présent CCAP ;
- Le délai global d'exécution des travaux incluant :
  - Le délai d'exécution des travaux y compris :
    - Le repliement des installations de chantier ;
    - La remise en état des lieux.

### **13.1 Calendrier détaillé d'exécution**

Les dates réelles du planning d'intervention seront fixées lors de la première réunion de chantier qui aura lieu le **15 septembre 2025**.

Au préalable, les entreprises devront remettre l'ensemble des renseignements demandés à ce titre dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter de la date de démarrage de la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution sera daté et signé par le maître d'ouvrage pour accord et notifié, par ordre de service, à tous les entrepreneurs.

### **13.2 Modification des délais d'exécution**

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution **dans la limite du délai d'exécution** fixé dans l'acte d'engagement.

Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution du présent marché et tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 18.2.1 et 18.2.2 du CCAG 2021.

Le calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service au titulaire.

A noter que toute prolongation du délai global d'exécution des travaux résultant soit de sujétions techniques imprévues, soit de modifications affectant l'ouvrage à la demande du maître d'ouvrage, ou encore résultant de la force majeure, et affectant le montant initial du marché fera l'objet d'un avenant notifié aux titulaires.

### **13.3 Ordres de services**

Les travaux sont exécutés par l'entrepreneur, sous la direction de la maîtrise d'œuvre, conformément aux ordres de services, plans et dossiers remis par celui-ci. Il ne pourra exécuter que les travaux qui lui sont prescrits.

Un ordre de service est écrit, daté, numéroté et signé par le maître d'œuvre. Il est adressé en deux exemplaires à l'entrepreneur titulaire. Celui-ci renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des deux exemplaires, conformément aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux, après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

L'ordre de service général de démarrage des travaux sera délivré par le maître d'ouvrage. Il sera porté à la connaissance du titulaire.

Les ordres de services prescrivant des modifications ou entraînant des suppléments de prix définitifs seront obligatoirement visés, pour accord, par le maître d'ouvrage.

## **Article 14 - PÉNALITÉS**

Tout délai d'exécution prévu par le présent marché pour la réalisation d'une prestation déterminée donnera lieu le cas échéant à l'application des pénalités suivantes.

Les pénalités de retard sont calculées au regard du délai d'exécution qui lui est propre tel que fixé au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent marché. Seuls les retards fautifs donneront lieu à l'application des pénalités de retard.

A noter que d'une manière générale, aucune mise en demeure ne sera envoyée en cas d'application de pénalités. Ce principe vient déroger aux articles 19.3, 20.1.5, 20.2.3 et 36.2.3 du CCAG Travaux.

### **14.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux**

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG Travaux, il sera appliqué automatiquement à l'entrepreneur par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris) **une pénalité de 300 €**.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire est redevable des pénalités dès le 1<sup>er</sup> euro.

En application de l'article 19.2.2 du CCAG Travaux le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Dans le cas où l'entrepreneur serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.



Des retenues provisoires de retard fixées à 100 € par jour calendaire, seront appliquées si des retards sont constatés en ce qui concerne l'avancement des travaux.

De même, ces retenues provisoires seront appliquées en cas de retard sur le début d'intervention prévu au calendrier détaillé d'exécution.

Ces retenues provisoires pourront être levées si la fin du délai d'exécution, fixé au calendrier détaillé a été respectée.

L'avance sur le calendrier détaillé d'exécution ou sur le délai global d'exécution ne donnera droit à aucune prime.

#### 14.2 Pénalités liées aux réunions de chantier

Des pénalités seront appliquées en cas d'absence aux rendez-vous de chantier dans les conditions qui suivent.

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement chaque semaine, au jour et à l'heure fixés par le Maître d'œuvre.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne habilitée à engager l'entreprise.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra appliquer **une pénalité de 200 € par absence**.

Tout retard de plus d'une demi-heure (et non excusé) ou départ anticipé et non autorisé par le Maître d'œuvre sera considéré comme une absence.

Un carnet de chantier sera tenu à jour par le maître d'œuvre où seront consignés, entre autres, les noms des entreprises présentes ou absentes.

#### 14.3 Autres pénalités et retenues

En outre, l'UGECAM de Normandie se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

Retard dans le repliement des installations et le nettoyage du chantier	<i>80 € par jour franc</i>
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux ou à la coordination sécurité/santé (notes techniques, études de détails, plans de synthèse, éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier général détaillé d'exécution et à sa mise à jour, ...)	<i>120 € par document et par jour franc</i>
Retard dans la fourniture des documents, procès-verbaux, et plans durant l'exécution du chantier, en référence au planning détaillé d'exécution mis au point pendant la période de préparation. Cette pénalité est applicable également pour la non remise des documents au coordonnateur santé sécurité ainsi qu'au contrôleur technique	<i>150 € par jour franc</i>
Retard dans la remise des documents à fournir après exécution, prévus à l'article 21 du présent CCAP	<i>300 € par document et par jour à compter de la</i>

	<i>date de réception des travaux</i>
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier	<i>150 € par infraction constatée et jour franc</i>
Retard dans l'installation du chantier	<i>750 € par jour franc</i>
Présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui)	<i>1500 € pour chaque infraction constatée (nonobstant les mesures coercitives prévues par le CCAG travaux)</i>
Déclaration tardive de sous-traitants à l'origine du dépassement du délai prévu au planning de réalisation des travaux. Sera considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au maître de l'ouvrage en deçà des 15 jours précédant l'intervention du sous-traitant. Le maître de l'ouvrage adressera alors au titulaire un courrier en recommandé avec accusé de réception lui notifiant sa décision	<i>100 € par jour franc</i>
En cas de dépassement du délai contractuel dans la levée des réserves (article 20 du CCAP)	<i>200 euros par jour franc</i>

#### **14.4 Caractère non libératoire des pénalités**

Les pénalités prévues par le présent marché ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des travaux dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

#### **14.5 Recouvrement des pénalités**

Toutes les pénalités comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif.

#### **14.6 Réfaction et rejet**

Les pénalités ne font pas obstacle à l'application de réfactions.

#### **14.7 Résiliation**

Les pénalités sont cumulables entre elles.

L'UGECAM Normandie se réserve le droit de résilier le marché en cas d'applications cumulées de pénalités telles que définies précédemment.

La résiliation se fera pour faute grave en raison du non-respect de ses engagements par le titulaire. Elle n'ouvrira droit à aucune indemnité.

### **Article 15 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

#### **15.1 Provenance des matériaux et produits**

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Il est rappelé à ce sujet que, sauf dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage aurait accepté, lors de la consultation, des matériaux ou produits différents de ceux dont la référence figure aux CCTP, ce sont les matériaux ou produits prévus aux CCTP qui doivent obligatoirement être mis en œuvre.

## **15.2 Caractéristiques – Qualité – Vérifications – Essais et épreuves**

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les CCTP précisent quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des modalités différentes, les vérifications de qualité fixées aux CCTP sont assurées par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'Entrepreneur, ils seront rémunérés sur justifications des dépenses.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

## **Article 16 - PERCEMENTS ET SCELLEMENTS**

Chaque entrepreneur doit effectuer à ses frais les tranchées, trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages. Les scellements et les raccords restent dans tous les cas aux frais de chaque entrepreneur.

Dans le cas où les travaux ou réservations n'auraient pu être effectués en temps voulu en raison du retard d'une entreprise, ceux-ci seraient exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

De même, si un entrepreneur doit effectuer des tranchées, trous, percements, scellements ou raccords dus au titre du marché d'une autre entreprise, ceux-ci seront exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

Les tranchées, trous, percements, scellements ou raccords intéressant des parties d'ouvrages en béton armé, précontraint ou charpente métallique, devront être exécutés obligatoirement par les entrepreneurs responsables des travaux de béton armé, précontraint ou charpente métallique.

En cas de désaccord ou de litiges entre deux ou plusieurs corps d'état, il sera fait référence au cahier de délimitation des prestations afin de déterminer les tâches et responsabilités des corps d'état concernés.

## **Article 17 - IMPLANTATION DES OUVRAGES**

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur est réputé avoir, au préalable :

- Pris connaissance de tous plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.

- Apprécié toutes les conditions d'exécution et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités.
- Procédé à une visite détaillée des lieux, terrains et constructions diverses, et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux extraction de matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc.).
- Contrôlé toutes les indications des documents qui lui sont remis (pièces écrites, documents graphiques), recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la UGECAM de Seine Maritime et pris toutes indications utiles auprès des Services Publics ou de caractère public (Services municipaux, Services des eaux, électricité et gaz de France, France télécom, La Poste, etc.) et concessionnaires divers. Aucun supplément ne sera accordé pour travaux supplémentaires dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants.

## **Article 18 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **18.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation, incluse dans le délai global d'exécution, comme précisé à l'article 13.

Cette période de préparation commence à courir le jour de la réception de l'ordre de service N°1. Les obligations à satisfaire par l'Entrepreneur pendant la période de préparation ne faisant pas obstacles à l'exécution de certains travaux, le délai contractuel d'exécution commence à courir à la date fixée par l'ordre de service N°1.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- Par les soins du Maître d'ouvrage :
  - Envoi de la déclaration réglementaire d'ouverture du chantier (DROC)
- Par les soins de la maîtrise d'œuvre en liaison avec les entreprises :
  - La mise au point du calendrier détaillé d'exécution, étant entendu que celui-ci devra être remis au maître d'ouvrage, signé par tous les entrepreneurs lors de la première réunion de chantier. Ce calendrier sera présenté sous la forme d'un « calendrier à barres » ;
  - La fixation des dates de remise des études techniques ;
  - L'organisation du chantier.
- Par les soins de l'Entrepreneur, en liaison avec le Maître d'œuvre :
  - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux selon les délais cités précédemment (avec effectifs prévisionnels pour la durée du chantier et tous les éléments permettant d'élaborer le calendrier détaillé d'exécution des études et travaux ;
  - Participation avec le maître d'ouvrage aux réunions de mise au point du calendrier détaillé,

- Projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2.1 alinéa 1 du CCAG Travaux ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, liste des matériaux et matériels pressentis, échantillons, prototypes, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux ;
- Établissement du ou des plans de réservations ;
- Etablissement et transmission du Plan Particulier de Coordination en matière de Sécurité et de Santé lorsqu'il est requis, y compris pour les sous-traitants ;
- Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé doivent être remis au maître d'ouvrage et au SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation et avant tout démarrage de prestation.
- Etablissement d'une décomposition du prix forfaitaire permettant de dresser les situations mensuelles de travaux. En attendant qu'elles soient établies, le projet de décompte est dressé à partir de la décomposition annexée à l'Acte d'Engagement.
- Constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier

## **18.2 Coordination des travaux**

La direction des travaux est assurée par le maître d'œuvre, à la charge de la maîtrise d'ouvrage. Par conséquent, le titulaire n'a pas à prévoir de frais à ce titre.

La planification des travaux sera élaborée lors de la réunion de démarrage du chantier. Elle sera actualisée, en tant que de besoin, lors de chaque réunion de chantier.

## **18.3 Plans d'exécution – Note de calculs et études de détail**

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 2 du présent CCAP.

Chaque entrepreneur est chargé des plans d'exécution de ses ouvrages.

## **18.4 Dépenses à prendre en compte par l'entrepreneur**

L'entreprise participant à la réalisation des travaux doit comprendre, dans son prix, l'enlèvement de ses déchets, le nettoyage du chantier dans les pièces où elle intervient, quelle que soit son activité, la date d'intervention et les conditions d'exécution de ses travaux respectifs.

### Nettoyage du chantier :

Sous réserve des cas particuliers, les nettoyages intérieurs avant la réception seront exécutés par l'entreprise intervenante.

Les nettoyages extérieurs avant la réception seront imputés à l'entreprise. Si l'état de propreté est jugé insuffisant, la maîtrise d'ouvrage pourra faire procéder à l'enlèvement et au nettoyage par un tiers. Les frais engagés seront supportés par l'entrepreneur.

### Garde du chantier :

Il appartient à l'entreprise de prendre les mesures nécessaires pour éviter les vols et dégradations de son propre matériel. Jusqu'à la réception, l'entreprise à la garde de l'ouvrage et en supporte les risques. Dès la date d'effet de la réception des travaux, ces risques sont transférés au maître d'ouvrage.

## **Article 19 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL**

Concernant les mesures d'ordre social et celles relatives à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail, il convient d'appliquer la réglementation relative au droit du travail conformément aux dispositions respectives des articles L 5212, L 4531-1 et L 4531-2 du code du travail.

## **Article 20 - CONTROLE DES TRAVAUX**

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions définies à l'article 24 du CCAG par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande du responsable du marché seront supportés par l'entrepreneur si les résultats de ces essais ou contrôles lui sont défavorables.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum, avant réception des ouvrages, les essais et vérifications dans les conditions fixées par l'AQC, l'Agence Qualité Construction (AQC) qui pilote la mise à jour des modèles d'autocontrôle publiés en 2014.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux idoines, qui devront être envoyés pour examen au bureau de contrôle en deux exemplaires. Ce dernier adressera au maître d'œuvre, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

## **Article 21 - RÉCEPTION DES TRAVAUX**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Elle prend la forme d'une décision unique du maître de l'ouvrage à destination du titulaire et prend effet à la date de l'achèvement de l'ensemble des travaux

L'entrepreneur avise le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés.

**La date de réception est fixée à la fin des travaux soit le 14 Novembre 2025.**

Un constat d'achèvement des travaux pourra être éventuellement établi lorsque l'entrepreneur en fera la demande. En aucun cas, ce constat ne vaut réception des travaux au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le délai maximal dans lequel le maître d'ouvrage devra procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre (ou autre moyen d'information par voie dématérialisée avec accusé réception) du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus au marché s'avèrent concluants (vérification des performances ou rendements prévus...)

En précision à l'article 41.6 du CCAG, le délai de levée des réserves est fixé à 10 jours ouvrés à compter de la date de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Les réserves seront notifiées à l'entreprise avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Dans le cas où les travaux de reprise n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure restée infructueuse.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la personne signataire du marché se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une refaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages (ou parties d'ouvrages) non achevés sans que pour autant il y ait lieu à réception partielle. Un état des lieux sera établi au préalable.

## **Article 22 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION**

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG, les documents suivants sont à remettre par l'Entrepreneur, préalablement à la réception des ouvrages :

### Notice de fonctionnement et d'entretien

Pour tous les ouvrages : les notices de fonctionnement établies conformément aux prescriptions et recommandations des Normes Françaises en vigueur (en 3 exemplaires dont 1 dématérialisé).

### Plans de récolement des entreprises

Ces plans, sous format informatisé exécutable en DWG (AUTOCAD) ou REVIT, informatisé figé au format PDF et sur papier, devront être exécutés par l'entrepreneur au fur et à mesure de l'exécution des travaux et ils devront comporter obligatoirement les renseignements suivants :

- Tracés des réseaux par planche séparée et par réseau avec le repérage par rapport à des éléments de structure et avec les légendes.
- Reports des ouvrages de génie civil exécutés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- Caractéristiques techniques des réseaux et de leurs équipements.
- Nivellement en NGF des voies et des radiers, fils d'eau, fourreaux, conduites, câbles, etc.

La précision demandée pour le repérage des réseaux est de 1 cm en plan et pour le nivellement de 1 cm.

Si après un contrôle effectué par le maître d'œuvre, il apparaît que ces précisions ne sont pas respectées l'entrepreneur défaillant effectuera de nouveaux mesurages avec détection électromagnétique des réseaux si nécessaires et fournira de nouveaux plans.

Pour les réseaux et ouvrages isolés ne pouvant faire l'objet d'un repérage local, le tracé se fera en coordonnée avec la même précision.

## **Article 23 - GARANTIES ET ASSURANCES**

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux ou ouvrages.

### **23.1 Garantie de parfait achèvement**

La durée de garantie de parfait achèvement est fixée, pour tous les travaux et ouvrages, à 1 an conformément à l'article 44-1 du CCAG travaux.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;
- Exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du maître de l'ouvrage dans les conditions définies par l'article 44-2 du CCAG travaux.

### **23.2 Garantie de bon fonctionnement**

La durée de garantie de bon fonctionnement est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

### **23.3 Garanties particulières**

Les garanties afférentes à certains ouvrages ainsi que les garanties de fonctionnement de certaines installations visées par l'article 44.2 du CCAG sont définies par les CCTP.

## **Article 24 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE**

D'une façon générale, les intervenants assument les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, les intervenants répondent notamment des responsabilités et garanties édictées par les articles 1382 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3, les entrepreneurs répondant en outre des garanties mises à leur charge par les articles 1788 et 1792-6 du Code Civil.



Les fabricants soumis à la loi 78-12 du 4 janvier 1978 sont quant à eux notamment tenus des responsabilités qui pourraient leur incomber en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai précisé dans la demande du maître d'ouvrage, qu'ils sont titulaires :

- **D'une assurance responsabilité civile professionnelle** garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- **D'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances.** Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- **D'une assurance de dommages aux biens meubles** de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise,

Par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance.

**La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.** L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

Par ailleurs, en application de l'article 8.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage précise qu'il a contracté ou qu'il contractera les assurances suivantes :

- Dommages-ouvrages,
- Responsabilité civile.

## **Article 25 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les dispositions des articles 45 à 48 du CCAG Travaux s'appliquent de plein droit au présent marché.

## **Article 26 - RÉSILIATION DU CONTRAT**

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux, sauf l'article 50.2.1 et 50.4, sous réserve des précisions suivantes :

### **26.1 Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité**

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

## **26.2 Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité**

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- Décès ou incapacité civile,
- Sauvegarde ou redressement judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article L 622-13 du code de commerce,
- Liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article L 641-11-1 du code de commerce,
- Incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

## **26.3 Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure**

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, notamment lorsque :

- Le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

## **26.4 Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure**

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 25-2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- Le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- La déclaration produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique a été reconnue inexacte.

## **Article 27 - MESURES COERCITIVES**

Il sera fait application de l'article 52 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut, sauf en cas de résiliation du marché prononcée en cas de décès ou incapacité civile, sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, dans un délai de 30 jours à compter de la décision de résiliation, passer aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore réceptionnées.

Conformément à l'article 52.6 du CCAG-Travaux, l'augmentation de dépenses, par rapport au prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire reste à sa charge. La diminution de dépenses ne lui profite pas.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, l'article 52.7 du CCAG s'applique en plus des précisions ci-après.

Lorsque le mandataire est défaillant non seulement dans son rôle de mandataire mais aussi en tant qu'entrepreneur vis-à-vis des travaux dont il est chargé, il sera fait application des modalités suivantes.

Si les cotraitants du mandataire défaillant l'acceptent expressément, une nouvelle entreprise peut être substituée au mandataire pour les travaux dont il est chargé après résiliation du marché en tant qu'il est conclu avec lui, et un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 52.7.2 du CCAG Travaux. Ces modifications sont prises en compte par un avenant conclu entre le maître de l'ouvrage et les dits cotitulaires, y compris le nouvel entrepreneur.

Faute de l'accord des cotitulaires du mandataire défaillant, le maître de l'ouvrage passera un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par ledit mandataire. Dans ce cas :

- Si les autres cotitulaires en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls ; un avenant désigne alors clairement la part des prestations exclues du marché et celles restant à fournir par chacun des cotitulaires du groupement ainsi réduit ;
- Dans le cas contraire, le maître de l'ouvrage résilie la totalité du marché.

## **Article 28 - AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX**

Par dérogation au CCAG Travaux, il ne sera pas fait application des dispositions des articles 50.2.2 et 53

## **Article 29 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège ou de domicile ou compte à créditer devra être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'UGECAM Normandie.

Cette notification devra être appuyée selon le cas, soit d'un nouveau relevé d'identification bancaire, soit d'un exemplaire du journal officiel d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société et d'une copie certifiée conforme de l'extrait dudit journal.

## **Article 30 - LITIGES**

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de la procédure civile.

Les parties peuvent saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable (CCIRA). Cet organisme de conciliation a pour mission de rechercher les éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable.

Le ressort territorial du département de la Seine Maritime est le Comité de Nantes :

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES  
SOLIDARITÉS DES PAYS DE LA LOIRE (DREETS)**

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends ou litiges  
relatifs aux marchés publics

Immeuble Skyline, 22, mail Pablo Picasso – BP 24209 – 44042 NANTES Cedex 1

Mail : [Paysdl.ccira@dreets.gouv.fr](mailto:Paysdl.ccira@dreets.gouv.fr)

Tout litige ne pouvant être réglé par voie d'arbitrage portant règlement des marchés pour les organismes de sécurité sociale est soumis au tribunal judiciaire compétent, à savoir, le tribunal judiciaire de Rouen, sis 34 Rue aux Juifs – 76 000 ROUEN.

**Article 31 - DEROGATIONS AU CCAG**

Article du CCAP	Dérogation au CCAG-Travaux
3	4.1
6.2	12.1.4
6.3	12.3.2
14	19.3, 20.1.5, 20.2.3 & 36.2.3
14.1	19.2.1, 19.2.3 & 19.2.4
18.1	28.1
20	38
22	40.1
24	8.1.3
27	52.1
29	50.2.2 & 53